



PROJET ACCOMPAGNEMENT QUÉBEC-GUATÉMALA

BULLETIN D'INFORMATION

mai 1996, vol. 3 No. 4, Montréal, Qc.

Le Projet Accompagnement est un réseau d'organismes canadiens qui a été créé pour répondre à la demande des réfugiés guatémaltèques qui ont besoin d'accompagnateurs internationaux pour retourner dans leur pays. Le Projet Accompagnement a donc pour but de former des bénévoles et de sensibiliser la population à la cause des réfugiés guatémaltèques.

Dianna Ortiz: la esperanza de romper el viento

Depuis le 31 mars dernier, Dianna Ortiz maintenait une vigile de silence devant la Maison Blanche à Washington. Si elle a dû prendre les grands moyens pour confronter le haut commandement de son gouvernement, c'est qu'il semble que depuis les événements qu'elle a vécu en 1989, tant les autorités guatémaltèques qu'américaines fassent la sourde oreille à ses revendications.

Dianna Ortiz est cette religieuse américaine qui, il y a plus de six ans déjà, avait été enlevée, sauvagement torturée et violée à plusieurs reprises par des soldats alors qu'elle travaillait en tant qu'institutrice auprès des enfants du Guatemala. De retour dans son pays d'origine, elle n'a cessé de lutter contre les démons du souvenir et ceux, bien présents, de la diplomatie internationale. Après avoir gagné le procès intenté en Cour de District, à Boston, contre l'ancien ministre guatémaltèque de la défense, Hector Gramajo (ce qui fut une bien mince victoire puisque le général Gramajo, loin de se ronger de remords au souvenir des innombrables violations des droits humains perpétrées pendant son mandat, n'a ni même daigné se présenter au procès et n'a encore

versé aucun paiement sur la caution de 47.5 millions de dollars qui lui a alors été infligée), elle a voulu faire la lumière sur l'identité du chef de ses bourreaux, un dénommé "Alejandro", qui s'exprimait, selon elle, dans un espagnol cassé et employait les jurons typiquement américains. Patiente, déterminée à demeurer installée dans le Parc Lafayette jusqu'à ce que le Département d'État Américain lui fournisse toute l'information concernant les violations des droits humains commises au Guatemala pendant les années de répression, elle a dû, pour faire accélérer le processus, transformer sa vigile silencieuse en grève de la faim.

Après de nombreuses péripéties, dont l'arrestation pour désobéissance civile de soeur Ortiz et de plusieurs des manifestants qui l'accompagnaient, les fameux documents ont finalement été rendus publics. En effet, le 3 mai dernier, ont été rendues accessibles à la population plus de 20 000 pages du rapport du Département d'État américain sur les crimes commis au Guatemala pendant les trente-cinq dernières années au nom de la lutte contre-insurrectionnelle. Cependant, seul le Congrès aura accès

aux 8% du contenu du rapport qui doivent demeurer confidentiels, dit-on, pour des raisons de sécurité nationale et de respect de la vie privée.

Le document récemment déposé, selon M. Burns, le porte-parole américain, ne comporte aucun élément qui permette de supposer la présence, lors de la séance de torture subie par soeur Ortiz, d'un individu relié de près ou de loin au gouvernement américain. Conclusion, il faudra donc attendre les rapports de la Central Intelligence Agency (CIA) et du Pentagone avant d'en savoir plus sur le fameux "Alejandro". Mais à la lecture de la version du Département d'État, soeur Ortiz a dû faire face à une vérité non moins scandaleuse: pendant qu'à l'Ambassade américaine au Guatemala, lors des déclarations ayant fait suite à son agression, on lui assurait soutien, sympathie et appui légal, les correspondants américains en poste au Guatemala rédigeaient leur propre analyse de la situation: Soeur Ortiz, désireuse d'influencer le cours des discussions sur l'aide américaine allouée au



Guatemala qui devaient avoir lieu au Congrès dans les jours à venir, avait dû monter le coup de toutes pièces. Bien habile stratège politique que celle qui a su souffrir les plus de cent brûlures de cigarette et se meurtrir le visage pour les regards avides des caméras du monde entier!

Déçue de ce qu'elle a pu découvrir jusqu'à présent de l'attitude des autorités américaines dans toute cette histoire, Dianna Ortiz s'est toutefois résolue à suspendre sa grève de la faim, puisqu'elle a aujourd'hui l'assurance que certains membres influents du Congrès, dont certains sont des alliés des premiers jours, vont prendre en charge son dossier. Pour l'instant, elle, Jennifer Harbury et les milliers d'individus qui travaillent à ce que la vérité soit divulguée sur les violations des droits humains commises au Guatemala pendant ce qui est devenu la plus longue guerre de l'Amérique centrale, vont devoir se contenter de ce rapport, en attendant ceux des services secrets et du Département de la Défense.

.....

OÙ SONT RENDUS NOS ACCOMPAGNATEURS ?

Selon les dernières informations obtenues des coordonnatrices qui sont au Guatemala et qui datent du 30 avril; nous savons que :

- *Ugo Lachapelle* reste à «La Iupita» jusqu'au 10 juin.

- *Graeme Thompson* est à «La Iupita» jusqu'à la mi-mai.

- *Erin Reid* est en vacances en ce moment, elle compte retourner à Cimientos de Esperanza (San Antonio Tzeja),

- *Céline Dupont* est de retour au Québec depuis le 25 avril.

- *Olivier Yaccarini* a décidé de rester au Guatemala un mois de plus, il est parti vers l'Ixcán.

- *Kylie Hutchinson* est toujours à l'Ixcán et elle y restera jusqu'à la fin du mois de juin.

- *Brian Atkinson* a fait son debriefing le 26 avril.

- **Sarita Ahooja** est maintenant à l'Ixcán, elle y restera, au moins, jusqu'à la fin juin.

- **Karine Frisou** a décidé de continuer à faire de l'accompagnement, elle est partie vers l'Ixcán pour y rester, le plus probable, jusqu'à la fin mai.

- **Louis François Rodrigue**, après avoir étudié l'espagnol à Antigua, a commencé l'accompagnement et il est parti vers le Peten.

nouvelles du sud---nouvelles du sud--nouvelles du sud-----

Semaines du 9 avril au 7 mai 1996

par Marc Drouin et Karine Vanthuyne

ARZU À OTTAWA

Les présidents des pays d'Amérique centrale seront à Ottawa et Toronto les 16 et 17 mai pour parler de commerce et poursuivre les discussions qu'ils ont entamées, avec le Mexique à la conférence de Tuxtla I en 1991, sur un accord régional de libre échange. Le 12 avril dernier, le Guatemala, le Honduras et le Salvador ont paraphé une entente cadre devant mener éventuellement à un pacte de libre échange entre eux et le Mexique. Le Costa Rica a signé une telle entente avec le Mexique en 1994 et le Nicaragua poursuit ses négociations à part.

Tous les présidents de ces pays, dont Alvaro Arzu, qui vient de compléter ses cent premiers jours à la présidence du Guatemala seront au Canada à l'invitation du Ministre des Affaires extérieures et du commerce international, Lloyd Axworthy et seront accueillis à Ottawa par Jean Chrétien. Le but avoué de leur rencontre: établir des liens commerciaux devant éventuellement mener à un élargissement de l'Accord de libre échange nord américain (ALENA) à la région centraméricaine.



NÉGOCIATIONS DE PAIX

Le 6 mai dernier, le gouvernement guatémaltèque et l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG) en sont finalement venu à un accord sur les thèmes socio-économiques et agraires, en négociation depuis un an. Cette dernière entente constitue un pas important dans l'évolution du processus de paix, des différences idéologiques profondes existant entre les deux camps au sujet du rôle de l'état dans le développement économique de la nation et de la structure législative concernant la propriété terrienne. La question de la terre est particulièrement épineuse, alors que selon l'Agence américaine de développement international (USAID), moins de 2% de la population possède plus de 65% des terres arables et que 93% des paysans vivent sous le seuil de la pauvreté.

Selon le nouvel accord, le gouvernement s'engage à augmenter et rediriger les dépenses gouvernementales vers le développement social, à promouvoir une structure agraire plus équitable et productive et à permettre une plus grande participation de la population dans le processus politique du pays.

Le commandant de l'URNG Pablo Mosanto s'est dit très satisfait de cet accord et a louangé la bonne volonté du nouveau président sans laquelle une

entente n'aurait été possible. Depuis l'arrivée d'Alvaro Arzu à la présidence du Guatemala, les négociations ont en effet progressé, avec comme élément propulseur le cessez-le-feu annoncé par l'URNG le 20 mars dernier. Cette démarche, par le biais de laquelle la guérilla démontre sa bonne volonté et son vif désir d'accélérer les négociations, a ravivé l'espoir d'une fin éminente de la guerre civile et a enclin le gouvernement à ordonner l'arrêt des opérations militaires contre-insurrectionnelles.

Selon Rodrigo Asturias, un des commandants rebelles, Arzu démontre une plus grande détermination à agir indépendamment de l'armée et détient beaucoup plus de pouvoir réel que les gouvernements civils précédents. Sa lutte contre l'impunité, sa purge des forces armées et sa modification des lois gérant la durée des carrières militaires démontrent une véritable volonté politique de réaffirmer la contrôle civil sur les instances militaires.

LA VIOLENCE PERSISTE

Bien que les affrontements militaires ont officiellement pris fin entre l'armée et l'URNG, une montée de violence a de nouveau ébranlé le pays le mois dernier. Jorge Garcia Laguardia pense que cette augmentation est une tactique des militaires en perte de pouvoir qui a pour but de créer un climat de peur et de chaos qui affaiblirait la légitimité d'Alvaro Arzu aux yeux de la population et ralentirait, par conséquent, le processus de paix.

AMNISTIE?

Avec la fin de la guerre civile en perspective, les divers secteurs de la population guatémaltèque s'interroge sur l'éventualité d'une amnistie. Le ministre de la Défense, Julio Balconi, la juge nécessaire à l'intégration des rebelles à la vie civile, afin que ces derniers n'aient pas à faire face à des poursuites judiciaires. Toutefois, Balconi a

précisé que cette amnistie ne couvrirait pas les autorités impliquées dans des massacres ou des meurtres.

Mais l'URNG s'oppose à l'idée d'être amnistiée puisque cela signifierait qu'elle aurait commis un crime alors qu'elle n'a qu'exercé son droit légitime à se rebeller face à une situation d'oppression. De leur côté, les organisations pour le respect des droits humains comme la Fondation Myrna Mack, le Bureau des droits humains de l'Archevêché guatémaltèque (ODHA) et l'Association des familles des détenus et disparus du Guatemala (FAMDEGUA) ont déclaré être contre une telle mesure, soulignant qu'elle encouragerait d'une part l'impunité en affaiblissant l'État de droit et qu'elle violerait d'autre part l'Accord global sur les droits humains signé en janvier 1991.

CAMPAGNE D'INTIMIDATION CONTRE LE FDNG

Le 11 avril dernier, des individus armés sont entrés par infraction dans la demeure d'Almícar Mendez, député du Front Démocratique Nouveau Guatemala (FDNG), et ont dénudé et drogué sa fille. Mendez et sa famille n'en étaient pas à leur première attaque. Le groupe Jaguar Justiciers, un escadron de la mort qui a commencé ses activités sous le gouvernement de Vinicio Cerezo en 1986, avait déjà menacé Mendez de mort. Trois autres membres du FDNG, Manuela Alvarado, Nineth Montenegro et Rosalina Tuyuc ont également reçu des menaces.

Le secrétaire général du FDNG, Rafael Arriaga, a directement accusé l'armée d'être impliquée dans l'assaut de la résidence du député Mendez. «Nous avons reçu de l'information confidentielle selon laquelle ceux qui sont entrés par infraction et qui ont abusé la fille de Mendez sont membres à la fois de l'armée et de groupes paramilitaires.» Le porte-parole de l'armée, le colonel Guillermo Caal Davila, a réfuté ces accusations, soulignant que faute de

preuves, les déclarations d'Arriaga n'avait pour but que de discréditer l'armée.

Arzu a offert de fournir la protection nécessaire à la sécurité d'Almicar Mendez et sa famille. Cependant, bien que le congrès a condamné l'attaque et exigé une enquête, les forces de l'ordre n'ont toujours pas exécuté leur tâche.

DROIT DE GREVE MENACÉ

Le législateur Domingo Salvador du PAN a présenté le mois dernier des réformes aux lois sur la syndicalisation et le droit de grève des employés du secteur public. Cette réforme interdirait la grève à ceux qui oeuvrent dans le domaine de la santé, des communications, de la justice, des transports, des services sanitaires et de tout autre service jugé essentiel par le gouvernement. Elle proscrirait également les boycotts secondaires et les mouvements de solidarité entre les syndicats tout en conférant à l'État le droit de renvoyer des travailleurs sans que cela nécessite l'assentiment des autorités judiciaires.

Pour protester contre ces réformes, la Fédération syndicale des employés de l'état (FENASTEG) a envoyé une lettre en date du 11 avril au président du Congrès, Carlos Garcia Regas, dans laquelle elle menaçait de descendre dans la rue si les propositions de Salvador n'étaient pas retirées avant le 19 avril.

EXTENSION DU MANDAT DE LA MINUGUA

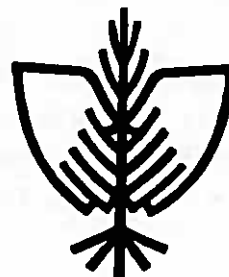
L'Assemblée générale de l'ONU a autorisé le renouvellement du mandat de la MINUGUA au moins jusqu'au 31 décembre prochain. Le contrat de l'experte en droits humains au Guatemala, Monica Pinto, a également été renouvelé.

DEMANDE DE PARDON PUBLIC POUR LE MASSACRE DE L'AMBASSADE D'ESPAGNE

Le 26 mars dernier, le ministre des Affaires étrangères, Eduardo Stein Barillas a demandé publiquement pardon à l'Espagne pour l'assaut perpétré contre l'ambassade espagnole au Guatemala le 31 janvier 1980. L'incendie a provoqué la mort de 39 personnes dont Vicente Menchu, père de Rigoberta Menchu Tum. Meono Brenner, directeur de la Fondation Rigoberta Menchu a applaudi ce geste. Cependant, selon Mario Polanco du Groupe d'appui mutuel pour les parents de personnes portées disparues (GAM), ce geste symbolique demeure vide de sens puisque le gouvernement se garde toujours de poursuivre les responsables du massacre en justice.

LE "DROIT DE SAVOIR"

Alors que la CIA avait publiquement promis en 1993 d'ouvrir au public les dossiers concernant ses plus importantes actions perpétrées durant la guerre froide, rien n'a encore été révélé au sujet des coups militaires qu'elle a encouragés, dont celui qui renversa Jacobo Arbenz au Guatemala en 1954. Le petit budget et la lenteur manifestée par l'administration de Clinton dans la nomination des responsables de cette démarche expliquerait le délai. Pendant ce temps, le Département d'État a déclaré le 3 mai dernier mettre à la disposition du grand public 20 000 pages ou 92% des documents couvrant les violations des droits humains perpétrés au Guatemala entre 1984 et 1985. Le 8% non-dévoilé serait constitué de documents qui «doivent restés classifiés pour des raisons de sécurité nationale ou par respect du Privacy Act», dicit Nicholas Burns, porte-parole pour le Département d'État américain.



VIOLENTE ÉVICTION

Le 17 avril dernier, 150 agents des Forces d'intervention immédiate (FRI) ont essayé de déloger les paysans de la ferme d'El Tablero à San Pedro Sacatepequez, province de San Marcos. Le 18 avril, lors une conférence de presse de la Mission de vérification des Nations Unies (MINUGUA), les observateurs de l'ONU déclaraient avoir vu les forces de l'ordre provoquer les paysans avec des gaz lacrymogènes. Les paysans se seraient alors défendu avec des machettes et des pierres, causant la mort d'un policier, Ernesto Soto. Un paysan, Roberto Felipe Velasquez Lopez a également perdu la vie et quatre autres furent blessés lors de l'affrontement.

Qualifiant cet affrontement de «sauvagerie», Alvaro Arzu a déclaré qu'un tel événement l'obligeait à appliqué la «main dure» contre les «envahisseurs» de fincas. Le ministre de l'Intérieur, Rodolfo Mendoza, a pour sa part indiqué que les responsables de la mort de l'agent du FRI seraient capturés et punis

Les paysans occupaient ces terres légitimement puisqu'ils en détiennent des titres de propriété qui datent de l'époque coloniale. L'enquête réclamé par le gouvernement ne concerne que la mort du policier et aucune enquête gouvernementale est prévue pour faire lumière sur la mort de M. Velasquez Lopez.

Le FDNG a donc réclamé le 18 avril dernier une enquête plus approfondie. Ils croient que les responsables de ce grave incident sont ceux qui n'ont pas résolu le problème de la terre, du chômage et de l'importante pauvreté qui sévit dans le pays.

RETOUR

Plus de 900 guatémaltèques, provenant de 191 familles ont quitté le 17 avril dernier les camps de réfugiés du Quintana Roo, du Campeche et du Chiapas pour regagner leur terre natale. Entassés dans des

autobus colorés par des banderoles où on pouvait lire «nous voulons la paix», ils se dirigeaient vers les neuf fermes qu'ils avaient acheté avec les crédits du gouvernement à Cahabon, Alta Verapaz.

COUVERTURE DES ACCORDS DE 92

Le 24 avril dernier, l'Assemblée consultative des populations déracinées du Guatemala (ACPD), a demandé à toutes les institutions nationales et internationales concernées par le retour des réfugiés de reconnaître la couverture des accords du 8 octobre 1992 à l'ensemble de la population réfugiée, qu'elle soit représentée par l'Association des réfugiés guatémaltèques dispersés dans la population mexicaine (ARDIGUA), les Commissions permanentes (CP) ou la Coordinadora de Bloques de Retorno y de Reasentamiento (CBRR).

UNE PREMIERE: DES CPR SE JOIGNENT À UNE COMMUNAUTÉ DE RETOUR

Comme les communautés de retour jouissent de meilleures conditions de vie que les Communautés de population en résistance (CPR), ces derniers ne disposant pas de services de base comme l'eau potable ou les soins de santé, les CPR de Caba au Chajul, province de Quiché, ont manifesté leur désir d'intégrer une communauté de retour, celle de San Fernando à Fray Bartolomé de las Casas, province d'Alta Verapaz. Après avoir négocié avec les habitants de Caba, les CP, la Commission guatémaltèque d'aide aux réfugiés et rapatriés (CEAR) et l'Agence gouvernementale guatémaltèque pour les négociations pour les retours des réfugiés (FONAPAZ), 88 membres des CPR ont pu joindre la communauté de retour désignée le 10 avril dernier.



au menu :

Spécial du jeudi :

Terre de maïs...



L'ÉMISSION DU PROJET ACCOMPAGNEMENT
CHAQUE JEUDI À 9H00 .

...nouvelles,
dossiers spéciaux,
musique,
et beaucoup plus...

SYNTHONISEZ LA FRÉQUENCE 102,3 FM. . .ET TENEZ
VOUS AU COURANT!



Spécial du samedi...

Dates des assemblées mensuelles des membres du *Projet Accompagnement*. Elles auront lieu les samedi suivants à 13h00 au local du P.A.

le 11 mai
le 15 juin

Ce bulletin d'information a comme objectif principal de vous informer sur tout ce qui concerne la situation des réfugiés guatémaltèques, ainsi que sur les activités organisées par le *Projet Accompagnement*. Vous êtes intéressés? contactez *Joyce Portilla* au 276-9617.

Ont participé à la réalisation de ce numéro :
Caleli
Joyce Portilla
Geneviève Lessard
Marc Drouin
Karine Vanthuynne

Projet Accompagnement
420, rue St-Paul est
Montréal, QC H2Y 1H4
TEL 840-1008
FAX 844-0113
Courrier électronique: paqando@web.apc.org

PARTY BÉNÉFICE
pour le PROJET-ACCOMPAGNEMENT
QUÉBEC-GUATÉMALA



Pour un appui communautaire au retour organisé, collectif et volontaire
des réfugié-e-s guatémaltèques au Mexique



DIMANCHE 12 MAI 19h00
Ouverture exceptionnelle de la taverne
Au Cheval blanc

809 rue Ontario est
Montréal

Admission 5\$
Une bière gratuite incluse

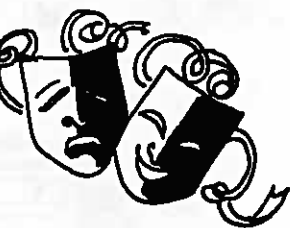
Bouffe typique

Spectacles de musique d'Amérique latine et autres
Lectures de poésie

Tirage



Spécial
du
dimanche...



Nous vous informons que la formule d'adhésion est renouvelable à chaque année, on vous invite donc à renouveler votre membership s'il est échu et, pour ceux et celles qui ne sont pas encore membres, de le devenir prochainement.

Tous nos membres recevront notre bulletin et seront mis au courant de nos activités et de nos rencontres.

Membre bénévole (10\$ et plus) membre sympathisant (20 \$ et plus)

Nom / institutions : _____

Adresse : _____ Ville : _____

Province : _____ Code postal : _____ Tél. : _____

S.V.P. chèque à l'ordre du *Projet Accompagnement Québec-Guatemala*